



Le 20 novembre 2007 : Tous en grève pour obtenir satisfaction !

Le 18 octobre 2007, la CGT était aux côtés des personnels en lutte. Dénonçant les projets régressifs du gouvernement, elle appelait à une première grande journée de mobilisation depuis les élections présidentielles et législatives. La participation significative des salariés aux grèves et manifestations, y compris aux Finances, a montré une volonté d'inverser la spirale infernale des réformes.

Au lendemain de cette journée d'action, le SNT-CGT écrivait : « *les agents du Trésor ont adressé un avertissement clair aux ministres.* ». Loin de prendre en compte cet avertissement, le gouvernement confirme et accélère les réformes et les mauvais coups.

Une politique antisociale insupportable !

Adoptées par le Parlement, les franchises médicales remettent en cause la solidarité, principe fondamental de notre système de protection sociale, et pénalisent donc lourdement les malades.

Par contre, la question des exonérations des charges patronales, qui amputent fortement le financement de la sécurité sociale tout en étant improductives pour créer de l'emploi, n'est toujours pas à l'ordre du jour... Les régimes spéciaux de retraite sont attaqués frontalement, malgré l'opposition des salariés concernés. Globalement en terme de retraite, c'est l'allongement généralisé des cotisations qui est envisagé dans les discours du président de la république et des ministres... et pour l'ensemble des catégories de salariés.

Alors que tout le monde admet maintenant que le pouvoir d'achat des français a fortement régressé, pas question pour le gouvernement de décider une mesure générale d'augmentation des salaires.

Les effets d'annonce autour du «travailler plus pour gagner plus», par la défiscalisation des heures supplémentaires et le rachat de jours RTT épargnés, cachent mal l'arnaque d'une mesure qui permet à la fois de mettre fin à l'acquis des 35h et de soumettre les salariés à encore plus de flexibilité.

Salariés, retraités, chômeurs, étudiants, sans-papiers, mal logés... tous font les frais d'une politique qui privilégie les plus riches en rognant les acquis et garanties des autres.

Dans la Fonction Publique : des mesures contre l'emploi public et les fonctionnaires !

Restructurations, suppressions d'emplois, remise en cause des concours, incitation à quitter la fonction publique, «choix» entre statut public et privé, individualisation des rémunérations, etc... le gouvernement met en place, en cohérence avec sa politique, une logique de réduction drastique du coût des services publics par la «révision générale des politiques publiques». L'ensemble des réformes menées ou en projet est donc guidé par cet objectif : la suppression massive d'emplois !

Le Premier ministre lui-même annonce qu'il y aura de moins en moins de service public pour les usagers, au nom de la réduction des déficits publics : « Moins de services, moins de personnels, moins d'État ».

Cette politique se traduit donc par une dégradation du service rendu aux usagers et mène à l'externalisation des missions.

Les suppressions d'emplois (23900 en 2008 objectif : non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux) font peser sur les agents des charges de travail individuelles de plus en plus importantes et génère une dégradation des conditions d'exercice des missions qui font que la question des conditions de travail, voire de la souffrance

au travail, se pose de plus en plus pour les fonctionnaires.

Sur la question des rémunérations, le gouvernement se montre d'un cynisme sans précédent. Annonçant d'un côté qu'il veut moins de fonctionnaires mais mieux payés, il refuse de l'autre d'ouvrir des négociations salariales !

Les mesures annoncées ne concerneront qu'une minorité d'agents et ne constituent en rien une réponse générale et pérenne au problème du pouvoir d'achat dans la Fonction publique :

- paiement d'une nouvelle prime de fin de grade pour les A (700 € bruts) et B (400 € bruts)... moins de 2% des personnels sont concernés ;

- paiement très partiel d'heures supplémentaires ou jours ARTT non pris.

Elles sont inacceptables car :

- La prime vise à répondre dans l'urgence à des situations créées par les refus successifs de renégocier profondément les grilles et les salaires qui ont mené à des blocages de carrière pour toutes les catégories.

- Les heures supplémentaires non payées et jours ARTT non pris sont la conséquence des

suppressions d'emplois. Leur paiement sous cette forme et dans ce contexte («travailler plus pour gagner plus » ?) laisse présager une politique de

remise en cause des 35h dans la fonction publique, lourde de conséquences pour l'emploi et les conditions de travail.

Au Trésor : le service public de proximité en danger !

L'annonce de la fusion DGI/DGCP est emblématique des réformes engagées par le gouvernement. Elle ne crée en aucun cas les conditions d'un meilleur service public qui répondrait aux enjeux de modernisation, aux besoins de proximité des usagers, aux attentes des personnels quant à l'avenir des missions, des emplois, et des qualifications. Elle servira au contraire « d'alibi » à de nouvelles restructurations et une accélération des fermetures de postes comptables en milieu rural. La mise en place de 17 « ateliers » avec un calendrier très resserré montre la volonté du gouvernement de tout faire pour une mise en œuvre rapide afin d'en tirer des «bénéfices » immédiats en terme d'emplois.

Si la direction, pour tenter de rassurer les personnels, annonce qu'un nombre limité d'agents serait concerné par la fusion, elle ne lève pas les inquiétudes sur l'avenir des missions, y compris celles ne relevant pas de l'impôt. D'autres projets, d'autres rapports sont mis en œuvre ou attendus, impactant directement l'activité du Trésor. Le rapport Lambert, à paraître le 15 novembre, risque fort d'avoir des conséquences importantes sur les missions du secteur local.

Au Trésor comme ailleurs, les personnels font les frais d'une politique salariale désastreuse. Les mesures catégorielles ne concernent qu'une minorité, elles ne remplacent pas l'augmentation générale du point d'indice revendiquée par et pour tous les agents.

Au Trésor comme ailleurs, la pression du travail devient insupportable, conséquence directe des suppressions d'emploi ainsi que de la dictature des indicateurs et d'un pilotage du réseau qui malmènent les agents à tous les niveaux. Partout, les relations avec les usagers et partenaires se dégradent, les retards s'accumulent. La situation des postes et services, notamment en secteur rural, s'aggrave année après année, au détriment des personnels qui y travaillent.

La réforme des mutations, qui prend effet maintenant, va peser à la fois sur les agents en attente d'être mutés et sur les services ou postes qui les attendent. Les 970 suppressions d'emplois prévues au budget 2008 ne pourront qu'aggraver encore plus cette situation.

Il est urgent d'agir !

Après le 18 octobre, le 20 novembre :

faisons avancer nos revendications !

Pour la CGT, l'appel à la grève et aux manifestations lancé pour le 20 novembre par les syndicats de fonctionnaires CGT, CFTD, FO, FSU, UNSA, SOLIDAIRES, CFTC s'inscrit dans la poursuite de l'action engagée le 18 octobre dernier.

Plus que jamais, nous devons être nombreux pour porter et imposer nos revendications :

- L'arrêt des réformes régressives, des suppressions d'emplois et l'ouverture de réelles négociations sur les objectifs et les moyens d'une réelle modernisation des administrations fiscales et financières.
- La garantie d'une véritable politique de services publics répondant aux besoins sociaux sur l'ensemble du territoire et à la nécessaire amélioration de la qualité du service public rendu.
- L'attribution des moyens budgétaires indispensables au bon fonctionnement des services et à une réelle qualité de vie au travail (conditions de travail, dignité des agents...).
- Le maintien et le développement des statuts, des droits et des garanties collectives.
- La revalorisation significative des traitements et des régimes indemnitaires.
- La mise en place d'un plan pluriannuel de recrutement et de qualifications.
- L'abandon de toutes les formes de rémunération au mérite.

Le 20 novembre, faisons nous entendre !

Tous en grève au Trésor et dans la Fonction Publique !

Tous aux Manifestations !